

LES EXPERTS DU DROIT INTERNATIONAL ALERTENT :

«La guerre devient la règle et la paix l'exception»

La première session commune du droit international pour les droits de l'Homme et du droit humanitaire a été organisée hier à Alger par le Centre JIL (Scientific Research Center) en présence d'une délégation du Croissant-Rouge.

Nawal Boukir - Alger (Le Soir) - S'étalant sur deux jours, cette session a été consacrée aux notions-clés et à la terminologie du droit lors de la première journée qui a réuni experts, étudiants et diplômés des sciences du droit.

Focalisant sa présentation sur les branches et l'évolution du droit international, le docteur Sourour Talbi, maître de conférences, a insisté sur l'importance de la maîtrise de ces dernières. «C'est parce que nos droits sont ignorés que l'on ne sait pas quand ils sont transgressés», ajoute-elle. A son sens, la situation sécuritaire mondiale dégra-

dante, particulièrement en Asie et au Moyen-Orient, est la preuve même de ce constat.

On parle de droit international des droits de l'Homme pour qualifier les droits fondamentaux dont tout un chacun doit bénéficier, «c'est le minima», précise-t-elle. Par contre, le droit international du droit humanitaire s'applique en cas de conflits armés ou de guerre pour préserver les droits de l'être même dans les cas d'instabilités sécuritaires extrêmes.

A ce propos, elle a évoqué la crise des réfugiés, des victimes et des otages de guerre ou de conflits armés. L'Histoire est

cyclique et «elle est en train de se répéter : suite à l'intervalle de paix après la Seconde Guerre mondiale c'est le retour de la phase glorifiant la guerre qui est entamée et s'accroît davantage ces quelques dernières années».

Selon elle, c'est ce type de session de formation réunissant les professionnels des différents domaines du droit qui doit se généraliser «afin que chacun connaisse ce qui lui revient de droit et puisse le défendre».

D'autre part, il s'agit d'un apprentissage pour ces professionnels afin qu'ils s'imprègnent des mécanismes internationaux, de façon à intervenir efficacement sur la scène internationale contre «ces autorités étatiques qui établissent et signent des conventions pour le respect des droits de l'Homme et du droit



Photos : DR

Les prises d'otages se sont multipliées ces dernières années.

humanitaire et les transgressent ouvertement par la suite». C'est pourquoi le docteur S. Talbi appelle à «ce qu'on les mette face à leurs engagements et les

combatte avec leurs propres armes», en précisant que l'heure n'est plus à la dénonciation mais à l'action commune dans l'idéal.

N. B.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU POLISARIO À BOUMERDÈS

La France encore une autre fois montrée du doigt

Paradoxal. Le pays se disant champion du monde des droits de l'Homme et dispensant souvent des leçons de démocratie, singulièrement aux pays africains, la France est plus que jamais montrée du doigt par les militants et les dirigeants du Polisario et les cadres de la République arabe sahraouie démocratique – RASD — ainsi que bon nombre d'experts en droit international, au sujet de plusieurs dossiers de ce pays.

Ces dossiers concernent la situation politique de ce territoire, considéré non autonome par l'ONU et l'UA, la lutte des Sahraouis pour leur droit à l'autodétermination, mais, surtout, le pillage des richesses naturelles de ce territoire. C'est ce qu'ont relevé les observateurs qui ont suivi les travaux de l'université d'été des cadres et dirigeants du Polisario et de la RASD qui s'est tenue du 10 au 22 de ce mois à Boumerdès (Est d'Alger).

Abdelkader Taleb Omar, membre du secrétariat national du Polisario et Premier ministre de la RASD, est le dernier haut dirigeant sahraoui à aborder publiquement ces dossiers, mettant par ailleurs en exergue le mauvais rôle que jouent les autorités de l'Hexagone.

Intervenant lors des festivités marquant la fin de ce conclave, Taleb Omar fera usage de langage direct pour fustiger le gouvernement français. «Nous adressons un appel pressant à la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, pour qu'elle mette fin à son soutien à la politique colonialiste du Royaume du Maroc au Sahara occidental. Ce soutien encourage le régime marocain à défier l'Organisation des Nations-Unies et à violer ses décisions», dira-t-il rappelant, pour l'occasion, le rôle qui est, normalement, échu à la France, en sa qualité de membre majeur de l'ONU, dans la préservation de la sécurité et de la stabilité dans le monde.



Ibrahim Ghali, président de la RASD.

Pour sa part, le secrétaire général du Front Polisario et Président de la RASD, Mohamed Ghali, avait, lors de l'ouverture de cette rencontre de formation, «dénoncé la politique de fuite en avant du Maroc que soutient la France».

L'allégeance d'une partie de la classe politique française au royaume

Pour bon nombre de cadres sahraouis, des éléments de la société civile favorable aux Sahraouis et des experts du droit international, la France est le principal soutien au Maroc dans sa politique au Sahara occidental. «Elle lui assure le soutien politique, diplomatique, financier et militaire. Ce soutien est motivé par des raisons géostratégiques mais aussi économiques. N'oublions pas, en outre, que des dirigeants politiques français, y compris certains hauts responsables de grands médias, sont détenteurs d'actifs au Maroc dans l'immobilier notamment. Il suffit, par ailleurs, de se remémorer les déclarations de Sarkozy à chacune de ses visites dans ce royaume pour se faire une idée précise sur le degré d'allégeance d'une partie de la classe politique française au royaume marocain», nous confiait un expert.

Pour Kamal Rezzak Barra, juriste et

conseiller à la Présidence de la République, il ne fait aucun doute que la France a de grands appétits économiques dans le nord/ouest de l'Afrique. «L'essentiel des investissements dans les secteurs des phosphates, du pétrole, de la pêche et l'agriculture viennent des pays européens en premier lieu d'Espagne et de France pays au passé colonialiste»,

assènera-t-il dans sa conférence devant les cadres et militants sahraouis. Il ne manque pas de soutenir ses affirmations par des exemples concrets.

Il cite, entre autres, la construction d'un grand port de pêche à Bojdoor financé par l'Agence française de développement. Il est clair que ce port est érigé pour exploiter les 1 200 km de rivage du Sahara occidental, réputé l'un des plus riches au monde. Barra rappellera que la firme Total fait de la prospection du pétrole depuis 15 ans.

Plus grave, remarque Barra, certaines sociétés françaises contournent la loi pour exporter des produits agricoles tirés du sol sahraoui, avec le label «made in Maroc». Mais le jugement primaire rendu par la Cour de justice de l'Union européenne qui interdit aux pays européens d'importer les produits agricoles provenant du territoire sahraoui, considéré par cette même Cour comme toujours occupé, remet en cause bien des appétits et risque de faire tache d'huile.

Abachi L.

Boumerdès jumelée avec Boujdour dans le Sahara occidental

Le nouveau maire de Boumerdès, Mohamed Bouferkas, pour la partie algérienne et le directeur de la communication de la wilaya de Boujdour, représentant Fatma Bella, wali de cette localité du Sahara occidental ont paraphé un accord de jumelage entre les deux agglomérations.

La cérémonie s'est déroulée à la salle de conférences (ex-INH) de l'université M'Hamed Bougarra de Boumerdès, lors des festivités marquant la fin de l'université d'été des cadres du Polisario et de la RASD. L'accord a été signé en présence de Abdelkader Taleb Omar, Premier ministre de la Rasd, Yamina Zerhouni, ministre-wali de Boumerdès et du docteur Saïd Layachi, président du Comité algérien de solidarité avec le peuple sahraoui.

Afin de concrétiser cet accord, les élus de la municipalité de Boumerdès prévoient un déplacement en octobre prochain vers la ville de leurs nouveaux partenaires pour, d'une part remettre un don d'affaires scolaires aux enfants sahraouis et, d'autre part, rechercher les moyens pouvant aider cette wilaya sahraouie dans la gestion d'une ville.

A. L.